



Rapport de la commission des finances du Sénat sur les ML : Un rapport qui ne recommande pas ce qu'il dit !

Un copier/coller du rapport IGAS

Ce rapport de 46 pages (dans sa version provisoire du 7 juin 2017) s'appuie sur une large part sur le rapport IGAS sur le modèle économique des missions locales qui avait été largement initié par les organisations syndicales dans le cadre du mouvement «RLB». Les 2 sénateurs rapporteurs n'auront rencontré que les patrons (UNML), la ML Paris, et une ARML (dont nous devons dire du bien), sans compter le cabinet ElKhomri, la DGEFP, et le CNML qui est mort depuis). Bien évidemment, les organisations syndicales qui représentent 12 000 salariés n'ont pas été rencontrées...

Les recommandations

Ces recommandations sont décevantes voire surprenantes et sont parfois en parfait décalage avec ce qui est constaté dans le rapport.

Recommandation n° 1 : afin de mieux mesurer l'activité des missions locales au niveau agrégé, produire une analyse annuelle de celle-ci à partir des informations remontées par les structures sur le modèle du bilan d'activité pour les années 2014 et 2015, établi en 2017.

Cela fait des lustres qu'il y a un bilan annuel des missions locales !

Recommandation n° 2 : afin d'éviter des doublons entre l'offre de Pôle emploi et celle des missions locales, clarifier la répartition des publics entre ces structures en confiant la prise en charge des jeunes ayant des difficultés particulières d'insertion sur le marché du travail aux seules missions locales. **Ce n'est pas des doublons c'est de la concurrence organisée par l'Etat. Pôle emploi vient piquer des jeunes aux ML pour l'AJI parce qu'il touche du fric pour ça !**

Recommandation n° 3 : pour permettre une meilleure coordination entre les différents financeurs des missions locales, mettre en place des conférences locales des financeurs, sur le modèle de ce qui existe au niveau national. **Si c'est simplement pour mettre en place ces conférences c'est pas la peine (surtout que c'est déjà prévu par les textes). Ce qu'il faut, c'est un financement à la hausse, homogène et identique des ML sur tout le territoire. Un point c'est tout !**

Recommandation n° 4 : afin de sécuriser les financements liés à la mise en œuvre de la Garantie jeunes, fixer des objectifs qualitatifs plus réalistes. **C'est surtout financer la GJ à la hauteur de ce que cela coûte : 3 000 euros au lieu de 1 600 euros pour la CGT et stopper la folie administrative générée par ce dispositif.**

Recommandation n° 5 : afin de mettre en place un véritable pilotage par la performance, utiliser les treize ratios de performance de la convention pluriannuelle d'objectifs comme indicateurs de référence pour la modulation des crédits dont bénéficie chaque structure. **La LOLF et la performance appliquées aux missions locales cela date de 2008. Les organisations syndicales ont rassemblé 2 000 salariés en juin 2011 pour exiger la suppression de la CPO !**

Recommandation n° 6 : envisager une évolution du système d'information « I-milo » permettant la construction en temps réel d'indicateurs synthétiques sur la base des informations renseignées par les missions locales. **I-milo ? Bon courage les gars !**

Recommandation n° 7 : afin de rationaliser le maillage territorial des missions locales, renforcer les compétences des Associations régionales des missions locales (ARML) en leur confiant, par exemple, certaines missions support.

MDR et PTDR, confier aux ARML les RH, les finances, la comptabilité des ML d'une région ?!

Quelques passages intéressants à lire

Sur les budgets des ML « éclatés », « dispersés » (pages 27 et suivantes), sur le risque de « détérioration financière » des ML (page 32), sur le trop plein d'administratif pour la GJ (page 39), et surtout la question de la « sous-budgétisation volontaire » dans les Loi de finances ! (page 27)-

Montreuil, le 9 juin 2017